



UNION EUROPÉENNE



**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0020687
Bénéficiaire :	57362075400032 UNICIL
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	57362075400032
Raison sociale :	UNICIL
Adresse :	13006 MARSEILLE



RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP04 - Axe prioritaire : Inclusion sociale par l'emploi / OT09 - Objectif thématique : Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination / PI09a - Priorité d'investissement : Investir dans des infrastructures sociales et sanitaires contribuant au développement national, régional et local, réduire les inégalités sur le plan de l'état de santé, favoriser l'inclusion sociale par un accès amélioré aux services sociaux, culturels et récréatifs et le passage de services institutionnels à des services de proximité / AP04-OT09-PI09a-OS9a4 - Objectif spécifique : Améliorer l'employabilité des habitants des quartiers prioritaires / AP04-OT09-PI09a-OS9a4-MPM - Sous action : Sous action rattachée à Marseille Provence Métropole

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Réhabilitation et réorganisation des locaux associatifs de la Solidarité
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Quartier de la Solidarité
Adresse :	Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	14/12/2018
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2018-FEDER-PI9a-MPM : Améliorer l'employabilité des habitants./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 24 octobre 2019	Décisionnel	Dématérialisé	24/10/2019	Accepté
Comité régional de programmation en consultation écrite du 1er juin 2022	Décisionnel	Dématérialisé	01/06/2022	

Description de l'opération
Ce quartier est principalement constitué de la cité de la Solidarité, ensemble d'immeubles d'habitat social géré par



le bailleur UNICIL, qui porte le présent projet. En périphérie, deux petites zones pavillonnaires, plutôt fermées sur elles-mêmes, avec peu de porosité avec le quartier d'habitat social.

1/ Présentation du territoire

La cité la Solidarité est un des derniers grands ensembles construits à Marseille. Elle a été construite en 1972, sur une ZAC d'une superficie de 68.118 m². Elle est située au sommet d'une colline et domine ainsi le reste des quartiers Nord et une partie de la Ville de Marseille. En raison de son relief accidenté, du passage d'infrastructures lourdes (autoroute, axe Aix-Marseille), d'un réseau routier inadapté qui rend les déplacements difficiles, d'une faible desserte en transport en commun, de son éloignement du centre villageois de St Antoine, cette cité est marginalisée et bien isolée du reste de l'agglomération.

L'indicateur synthétique de difficulté (élaboré par le cabinet COMPAS à partir des données INSEE) place le quartier de Notre-Dame-Limite au 1 111ème rang des quartiers prioritaires métropolitains (parmi les 1 174 dont la donnée est disponible sur les 4 indicateurs), c'est-à-dire parmi les 5% les plus fragiles. La population de ce territoire présente en effet les caractéristiques suivantes :

- Une population jeune, (près de 50% a moins de 25 ans sur NDL)
- Des ménages de grande taille (2.9 pers / foyer sur NDL quand on est à 2.2 sur Marseille)
- Une surreprésentation des familles monoparentales (22% sur NDL)
- Une pauvreté importante : le revenu médian mensuel s'élève à 910 euros, et plus de 60% des ménages vivent sous le seuil de pauvreté

L'accès à l'emploi est l'un des déterminants essentiels de cette situation de forte vulnérabilité. On observe en effet que sur ce territoire, le taux d'activité des 25-64 ans est de 59% (86% sur la Métropole), 38% des jeunes de 16 à 24 ans sont sans emploi et sans formation, 77% des non scolarisés possèdent un bas niveau de formation. Le chômage est élevé, et il marque une courbe ascendante entre 2016 et 2017 alors qu'il reste stable sur le territoire métropolitain. Cette situation inquiétante concerne particulièrement les femmes et les jeunes.

Les derniers éléments de l'Enquête d'Occupation Sociale du parc social de la Solidarité, recensés par Unicil en 2018, soulignent cette fragilité dans l'accès à l'emploi : 20% seulement des responsables de ménages ont un emploi stable, 41,7% sont sans emploi. 19,8% des responsables de ménages touchent le RSA.

Cette situation inquiétante concerne particulièrement les femmes et les jeunes.

¶ Dans ce domaine particulièrement et dans ce quartier de « bout de ville », où les ménages sont faiblement équipés en véhicule, il apparaît prioritaire de développer et structurer une offre de proximité, qui permette aux habitants du territoire d'obtenir un premier niveau de réponses.

2/ Présentation des deux équipements associés au projet de rénovation

Deux équipements structurants, le centre social de la Solidarité (géré par la FAIL 13) et l'Espace Lecture (géré par l'ACELEM), accueillent et accompagnent les familles de ce territoire.

Les quatre missions qui caractérisent le Centre Social sont :

- Un équipement de quartier à vocation sociale globale, ouvert à l'ensemble de la population habitant à proximité, offrant accueil, animation, activités et services à finalité sociale
- Un équipement à vocation familiale et pluri générationnelle. Lieu de rencontres et d'échanges entre les générations, il favorise le développement des liens familiaux et sociaux.
- Un lieu d'animation de la vie sociale, il prend en compte l'expression des demandes et des initiatives des usagers et des habitants et favorise le développement de la vie associative.
- Un lieu d'interventions sociales concertées et novatrices. Compte tenu de son action généraliste et innovante, concertée et négociée, il contribue au développement du partenariat.

L'espace lecture est un lieu d'animation culturelle autour du livre, destiné à favoriser la lecture et l'écriture pour des personnes ne fréquentant pas les structures de lecture publique, et constituer des points ressources autour du livre. Il propose un éventail d'activités dans lequel le public peut s'investir suivant ses envies et ses besoins : consultation de la presse et de magazines, prêts de livres, ateliers multimédia, animations autour du livre et de l'écrit. Les différentes activités proposées dans l'Espace Lecture, durant les permanences d'accueil permettent un accompagnement personnel ou collectif de tous types de public (enfants, ados, adultes) autour de l'accès à l'écrit, aux livres et aux savoirs de bases.

Objectifs recherchés :

Ces deux équipements complémentaires offrent de nombreux services aux familles de la Solidarité. Parmi les actions proposées, plusieurs participent à la levée des freins à l'emploi. Existent en effet :

- des ateliers collectifs et ou personnalisés autour des savoirs de base (apprentissage de la lecture, écriture, ateliers sociaux linguistiques...) ;
- des lieux d'accueil pour les enfants, qui fonctionnent sur des modalités d'inscription très souples (1 Multi-Accueil Collectif de 24 berceaux, 1 Accueil Collectif de Mineurs 4/12 ans...) ;
- des permanences d'accès aux droits, en particulier dans le champ de l'accès à l'emploi (MOVE, PLIE, Mission



locale...);

- des espaces de travail avec ressources documentaires pour permettre aux jeunes de faire leurs devoirs (collégiens, lycéens, étudiants), à d'autres de faire un CV ou lettres de motivation, ou encore bénéficier de ressources documentaires.

Or aujourd'hui, la mise en oeuvre de ces activités est fortement contrainte par l'organisation et la qualité technique et esthétique des locaux. Ceux-ci sont parfois vétustes et présentent des signes de dysfonctionnements, ils ne favorisent pas toujours la confidentialité ou le travail au calme, ils ne permettent pas l'accueil de plusieurs permanences en simultané ce qui pourtant permettrait de développer des partenariats et synergies dans les interventions. Enfin, leur aspect dégradé peut parfois jouer comme un repoussoir pour certains habitants, parmi les plus isolés, qui n'osent pas entrer dans les lieux.

L'objectif de ce projet est double :

- améliorer les conditions d'accueil du public qui fréquente les lieux et favoriser ainsi l'accueil de nouveaux usagers => enjeu d'inclusion de la population ;
- réorganiser et réaménager plus particulièrement les espaces qui proposent des actions qui favorisent la levée des freins à l'emploi => enjeu d'accès à l'emploi.

Il s'agit de créer un pôle ressources, qui s'articule autour de plusieurs leviers dans l'insertion des publics :

- L'accès aux droits, avec la création d'espaces ressources numériques et de travail individuel... qui proposent : des ateliers collectifs sur le numérique et les démarches administratives, des ateliers dans la recherche documentaire, d'informations et de données sur internet,
- L'accès à l'écrit et aux savoirs de base, avec le réaménagement des locaux actuels, permettant une plus grande appropriation par les stagiaires et l'augmentation du nombre de bénéficiaires des ateliers socio-linguistiques,
- L'accueil des enfants, avec la rénovation des locaux du MAC et de l'ACM enfants, afin de faire en sorte que leur configuration facilite le travail des équipes, rassure les parents et facilite la séparation,
- L'accès à l'emploi avec la création de salles qui permettraient l'accueil simultané de plusieurs permanences, afin de créer des synergies.

Résultats escomptés (cible visée)

Plusieurs niveaux de résultats attendus :

- Amélioration de la qualité de l'accueil des habitants du territoire : la réorganisation des espaces et leur embellissement doivent contribuer à lever les freins dans la fréquentation de ces équipements, rassurer les populations éloignées et isolées, donner un sentiment de reconnaissance et de dignité. Ce résultat pourra se mesurer par l'augmentation et la diversification des usagers des lieux. Une attention particulière sera portée sur l'évolution de l'utilisation de ces structures par les populations des deux zones pavillonnaires avoisinantes.
- Maîtrise des outils numériques : la mise en place et l'animation de l'espace numérique partagé soutiendra la diffusion d'une culture numérique auprès des habitants, facilitant ainsi leurs démarches d'accès à la connaissance, aux droits, à l'emploi... Ce résultat se mesurera par la typologie et le nombre des actions collectives et individuelles d'accompagnement à l'utilisation des outils numériques, mais aussi dans la capacité des personnes à les utiliser de manière autonome.
- Amélioration des conditions d'accueil des enfants : le réaménagement du MAC et la rénovation de l'espace central du centre social permettront le retour de permanences de RAM à la Solidarité, autoriseront l'accueil des enfants de 1 à 3 ans avec leurs parents dans des activités destinées à soutenir la fonction parentale, et faciliteront le processus de séparation. Ce résultat se mesurera par l'évolution du nombre de familles utilisatrices de ces services et le type d'accueil auquel elles pourront bénéficier en fonction de leurs besoins. Dans ce territoire particulièrement marqué par des situations de monoparentalité, une attention sera portée sur la part des femmes seules avec enfants parmi les usagers (rappel : selon les données de l'EOS du bailleur, elles représentent 20% des ménages en 2018).
- Capacité à mieux répondre aux besoins de formation linguistique : la réhabilitation des locaux des deux équipements leur permettra de renforcer leur action dans ce domaine, de manière encore plus complémentaire qu'aujourd'hui ; le centre social sur une entrée formation ; l'espace lecture sur une entrée d'animation culturelle, favoriser la production et l'expression. Ce résultat sera mesuré
- Développement des collaborations entre acteurs de proximité : dans le champs de l'insertion professionnels, les locaux seront pensés de manière à permettre des permanences simultanées et des actions collectives élaborées ensemble. Cette mise en synergie est favorable dans la mise en place et le suivi d'un parcours d'insertion pour les



bénéficiaires. Le nombre et type de réunions et d'échanges entre professionnels pourront être relevés, mais aussi le nombre de personnes accueillies.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2020	Fin : 31/12/2022
<ul style="list-style-type: none"> - janvier 2020: choix du MOE - janvier à mars 2020 : constitution DCE - avril à juin 2020 : consultation des entreprises - juin 2020 : décision de financement - juillet 2020 à juin 2021 : travaux 		

DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense

Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	67 900,00 €
Prestations externes liées et nécessaire aux travaux			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	345 000,00 €
Travaux de rénovation			
Total :			412 900,00 €

Ressources

Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Détails des ressources								
Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	206 450,00			
Autre partenaire récurrent	VILLE DE MARSEILLE		Auc / Aucun régime d'aide	28,73	118 644,00			
DEPARTEMENT	Bouches-du-Rhône		Auc / Aucun régime d'aide	7,27	30 000,00			
Total co-financier				86,00	355 094,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				14,00	57 806,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	412 900,00	0,00	0,00	0,00



INSTRUCTION

Service instructeur :	Service FEDER	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---------------	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

La demande de modification de la convention de financement FEDER est justifiée et ne concerne que la période de réalisation physique de l'opération pour une durée supplémentaire de 6 mois.

En effet, le bénéficiaire ne sollicite pas de prolongation de la période d'éligibilité des dépenses supplémentaire à ce qui avait été prévu par l'arrêté 2020-99 du Président du Conseil Régional prolongeant de 6 mois les opérations impactées par la crise sanitaire début 2020.

Calendrier d'exécution physique :

- conventionné : 01/01/2020 au 31/12/2021
- modifié par l'arrêté 2020-99 : 01/01/2020 au 30/06/2022
- modifié dans le cadre de cette reprogrammation : 01/01/2020 au 31/12/2022

Calendrier d'éligibilité des dépenses :

- conventionné : 01/01/2020 au 31/12/2022
- modifié par l'arrêté 2020-99 : 01/01/2020 au 30/06/2023
- pas de changement dans le cadre de cette reprogrammation

AVIS FAVORABLE